

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/France-Une-consigne-de-suicide>

France : Une consigne de suicide

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : lundi 14 décembre 2015

Description :

France. Parti Socialiste. Valls. Hollande. Suicide politique. Mélenchon. Internationale socialiste.

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Dans ce contexte, la destruction de la gauche politique franchit un pas. La fuite, sur ordre du Premier ministre, des listes que seul le PS pouvait déposer pour le second tour en PACA et Nord-Pas-de-Calais-Picardie est une faute lourde.

Son ampleur ne se mesurera pas dans l'instant mais sa force dévastatrice est assurée. C'est un suicide politique pur et simple. C'est décider de confier à la droite le soin de battre le Front national après avoir dit sur tous les tons que celui-ci incarne le danger principal. Si la gauche ne sert à rien, ni contre le chômage, ni contre le danger politique principal, quand pourrait-elle servir à quelque chose ? La réponse est dans la question. Croire qu'une force plutôt qu'une autre passera à travers les gouttes de cette disqualification serait une illusion.

Je sais que ce point de vue est largement partagé. Cette décision consternante correspond évidemment à une visée stratégique. C'est la ligne Valls. C'est la ligne de l'Internationale socialiste. C'est la ligne des « socialistes » italiens devenu « démocrates » sous la direction depuis lors d'un démocrate-chrétien : Mattéo Renzi ! Renzi est soutenu par Valls comme par Bayrou. Leur but, c'est la formation d'un grand ensemble « démocrate », c'est-à-dire au maximum un parti commun à l'italienne, au minimum une alliance gouvernementale sur le modèle allemand.

Ne croyez pas que cette invention sorte de l'oeuf. Elle est à l'oeuvre dans les rangs de tout le PS international depuis le règne de Tony Blair. L'épisode français est certes le dernier de la série, à contre temps selon moi, mais il est inscrit dans une continuité de longue main. Dans mon livre *En quête de gauche*, en 2007 j'avais analysé ce processus, ses étapes et ses racines. Je n'ai jamais douté que mes adversaires d'alors dans le PS aient autant de continuité dans les idées et la pratique que moi... Ce décalage du champ politique du PS n'a jamais pu se faire à froid dans le passé compte tenu de notre opposition. Avec le thème « faire barrage au front national » Valls et Hollande tiennent leur programme commun avec le centre droit. Une vieille obsession arrive à maturité.

D'ores et déjà cette manoeuvre produit son fruit : la prise de position des centristes en faveur du retrait mutuel des listes de droite ou du PS pour « faire barrage au Front national ». Le motif pour des connivences approfondies est tout trouvé. Il ne faut donc pas sous-estimer ce qui est en train de se passer ni croire que ce soit seulement un moment électoral. On va vite voir l'impact de cette affaire dès le lendemain du deuxième tour à droite.

Si l'on se souvient bien (mais qui a de la mémoire ?) cette disparition des listes au second tour n'était pourtant pas le premier choix de l'état-major qui dirige la rue de Solferino. C'était seulement le point de vue de Manuel Valls. Très étrangement, avant même que la direction nationale du PS se soit exprimée le PS lillois, totalement pusillanime, annonçait le retrait de sa liste. Il avait pourtant promis le contraire contre l'avis donné par Valls en pleine campagne. Car c'était à l'évidence un coup de poignard de la part de Valls à l'endroit de l'équipe Aubry. Dès lors, le Premier ministre n'a eu aucun mal ensuite à soumettre la direction du PS. Son point de vue s'est imposé sans recours. Au point de penser qu'il pouvait aller plus loin encore. Et c'est ce qu'il fait contre Jean-Pierre Masseret dans le Grand Est.

On aura vu alors l'incroyable : le Premier ministre PS et le premier secrétaire du PS appeler à voter à droite contre leur propre candidat PS sortant ! Là encore, l'utile et opportun rejoint l'agréable pour la droite du PS. Masseret est une bonne cible pour Valls. Venu du « non » au référendum de 2005, il représente une longue tradition de la gauche du PS. Son invocation du parti de Jaurès et de Blum a paru pathétique aux jeunes yuppies solfériniens. Son écrasement est un dividende savoureux pour Valls, un sacrifice sans coût, et un magnifique gage donné à la droite dans un secteur du pays où les fricotages avec les centristes et les concordataires sont réels depuis si longtemps !

Partant de là, comment aborder son devoir dans ces régions ? D'abord, prenons acte qu'aucun vote de gauche n'y est plus possible puisqu'aucune représentation de la gauche n'existe plus. Il n'y a plus de vote possible pour ses idées dans ces régions. Dès lors, aucune consigne politique n'a de sens. Au contraire le mot d'ordre « faire barrage

au FN » fonctionne comme un grossier chantage dont la conclusion contre-nature ne peut être oubliée un instant. Le vote au deuxième tout se joue donc exclusivement dans le registre de la morale ou de la philosophie personnelle. On peut considérer que vouloir l'échec du Front national est un but suffisant et peu importe de mettre en place pour cela des gens que l'on combat le reste du temps en dépit du fait qu'ils ne vaillent pas mieux.

Je comprends donc ce raisonnement. Il a sa dignité. Mais je souligne qu'il est de l'ordre de la morale personnelle. Et dans ce cadre deux options se présentent aussi. L'une impose de ne pas demander aux autres d'obtenir par leur vote le résultat auquel on ne veut pas participer. L'autre est de ne pas se renier soi-même en élisant quelqu'un dont on pense qu'il est nuisible à l'intérêt général.

Quoiqu'il en soit, aucune consigne strictement politique n'a sa place pour des gens qui ont été privés délibérément de tout choix conforme à leurs propres idées. Dès lors, c'est aux candidats de droite de dire et de faire ce qu'il faut pour convaincre de voter pour eux et non à nous de faire leur travail en leur donnant un chèque en blanc. Que messieurs Bertrand et Estrosi trouvent et disent ce qu'il faut pour mériter le vote des électeurs de gauche. Qu'ils prouvent qu'ils n'ont rien à voir avec les idées et les propositions du Front national. S'ils ne le peuvent ou ne le veulent, quelles raisons aurait une conscience de gauche honnête de voter pour eux ? Comment voter pour les uns contre les autres si les deux ont les mêmes propositions et les mêmes obsessions ethnicistes ?

Le président du parti Les républicains Nicolas Sarkozy a dit mardi soir à Rochefort qu'à ses yeux « le vote pour le FN n'est pas un vote contre la République » et que « le vote FN n'est pas immoral ». Il a ajouté que l'immigration « trop c'est trop ! » et s'est vanté d'avoir été « le premier à parler des racines chrétiennes de la France ». La différence avec les propos du FN est difficile à voir, non ? Nombreux sont ceux qui m'ont laissé des messages pour me dire qu'en région Provence-Alpes-Côte-D'azur ils ne voient pas la différence entre Estrosi et le FN. Un bon résumé de ce que j'ai entendu venant de ce coin de France se trouve dans ce post intitulé « [Pourquoi je ne voterai pas Estrosi pour « faire barrage au Front national](#) ». Un autre ami me dit que pour obliger « les républicains » à se mettre à distance du FN mieux vaut qu'ils perdent. Cela leur fera constater combien les électeurs de gauche ne leur pardonnent pas ce qu'ils auront dit et fait avant pour séduire les électeurs du Front National. Je reproduis ces arguments parce que je trouve qu'on ne les entend pas et que ce n'est pas digne d'une démocratie adulte de traiter tout un peuple par la peur du loup que l'on a soi-même fait entrer dans la bergerie.

Jean-Luc Mélenchon* pour son blog [L'ère du Peuple](#)

[L'ère du Peuple](#). France, 11 décembre 2015

* **Jean-Luc Mélenchon**, né à Tanger au Maroc¹, est un homme politique français. Militant socialiste à partir de 1977, il est successivement élu conseiller municipal en (1983), conseiller général (1985) puis sénateur en 1986, 1995 et 2004, enfin député européen en 2009. Il est ministre de l'Enseignement professionnel de 2000 à 2002, dans le gouvernement Jospin. Il fait partie de l'aile gauche du Parti socialiste jusqu'au congrès de Reims de 2008, à l'issue duquel il quitte ce parti pour fonder le Parti de gauche (PG), dont il devient d'abord président du bureau national, et puis, coprésident, fonction qu'il conserve jusqu'en 2014. Il est le candidat du [Front de gauche} à l'élection présidentielle de 2012, où il arrive en quatrième position au premier tour, avec 11,10 % des voix.